

[panorapresse.ouest-france.fr](https://panorapresse.ouest-france.fr)

## Manifestation des AESH à Rouen : « Nous sommes invisibles et invisibilisés »

~4 minutes



Angélique, Nathalie, Doris et Hélène sont AESH. Elles dénoncent leurs conditions de travail et le mauvais accompagnement des élèves qui en découle. | PND

Une soixantaine d'AESH de [Seine-Maritime](#) a manifesté devant le rectorat de Rouen, mardi 9 juin 2026. Elles demandent, entre autres, une réforme de leur statut et une révision de leurs conditions de travail.

« Le ciel pleure sur notre statut », plaisante une AESH (accompagnante d'élève en situation de handicap) devant le rectorat de Rouen, mardi 9 juin 2026. Elle et ses soixante collègues, parapluie en main, n'ont pas le cœur à rire tant leurs mauvaises conditions de travail nuisent à la prise en charge des élèves qu'elles suivent quotidiennement.





Une soixantaine d'AESH de [Seine-Maritime](#) a manifesté devant le rectorat de Rouen pour dénoncer leurs conditions de travail, mardi 9 juin 2026. | PND

« Beaucoup de maltraitance pour les élèves »

« L'inclusion, c'est beau sur le papier mais en réalité, dans les classes, c'est beaucoup de maltraitance pour les élèves », dénonce Angélique Quint, AESH à [Mesnil-Esnard](#) et [Ymare](#). « Il faut que l'on soit multitâche, polyvalente pour accompagner des élèves dont on ne connaît même pas la problématique. Comment faire un travail efficient quand on ne connaît pas les troubles des enfants ? » Pourtant très attachée à son métier, elle dénonce le manque de moyen criant : « On parle d'inclusion alors que beaucoup d'élèves normalement inclus dans les classes sont beaucoup mis à l'écart. »

Elle accompagne deux jeunes filles pendant 16 heures à l'école de [Mesnil-Esnard](#) et passe 8 heures à celle d'[Ymare](#). « Je gagne 1050 euros par mois. J'ai une pension d'invalidité à côté qui me permet de subvenir à mes besoins. Sinon, c'est clair que je ne pourrais pas faire ce métier-là. » Un métier qui lui tient à cœur, ses deux filles souffrant de TDAH (Trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité).

« Je gagne à peu près 1000 euros par mois »

À quelques pas, Nathalie Contreras dénonce également la précarisation de son statut. Elle exerce depuis 12 ans, dont 8 ans à [Doudeville](#) et 4 ans à [Rouen](#). « À mes débuts, on avait un élève pour 24 heures ce qui permettait d'avoir un accompagnement digne de ce nom. Maintenant, les heures sont mutualisées entre plusieurs élèves et établissements. » Un système qui ne lui laisse que le temps d'une récré pour rejoindre l'autre établissement. Elle comprend d'autant plus l'intérêt d'un accompagnement individualisé, « que j'ai moi-même un fils handicapé qui a 20 ans et qui a pu bénéficier de ce dispositif. » Après 12 ans à l'Éducation nationale, « je gagne à peu près 1000 euros. » Mais ce qui la choque c'est l'évolution de son travail, « on a l'impression de ne plus exister, de ne plus appartenir à une équipe pédagogique. On est invisible et invisibilisé. »

Doris Genevrière s'estime heureuse, « car j'ai pu signer un CDI de 39h au collège [Jean Lecanuet](#) de [Rouen](#). » Un statut qui n'existe plus, « maintenant, il n'y a plus que des 24 heures. » Une précarisation contrainte qui touche essentiellement des femmes. « J'ai pu avoir jusqu'à 5 enfants en suivi individuel. Ce n'est pas faisable. Avec les emplois du temps, nous sommes obligés de sacrifier des matières. » Des conditions qui gênent l'apprentissage des élèves. « Le but n'est pas de faire les choses à sa place mais de lui apprendre à les faire pour qu'à la fin, il n'ait plus besoin de moi. » Un objectif qui s'éloigne au fur et à mesure que les conditions de travail se détériorent.